

# L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#25

DÉCEMBRE 2012  
JANVIER 2013

## ACCÈS AU MARIAGE ET À L'ADOPTION, DROIT DE VOTE DES ÉTRANGERS...

# LUTTONS POUR

# L'ÉGALITÉ DES

# DROITS !



### RIPOSTONS FACE AU GOUVERNEMENT DE L'AUSTÉRITÉ, DU RACISME ET DE LA RÉPRESSION !

**L**e 14 novembre dernier, partout en Europe, des millions de jeunes et de travailleurs se sont mis en grève et sont descendus dans la rue. C'est la première fois depuis le début de la crise qu'une journée de mobilisation européenne rassemble autant de monde contre l'austérité. Nous avons besoin de ce type de perspectives. La seule solution est celle de l'unité d'action de tous ceux et celles qui résistent par-delà les frontières.

#### Contre les divisions racistes et homophobes !

Les sirènes nationalistes et réactionnaires sont pourtant fortes. Les déchirements de l'UMP pour des enjeux de pouvoir feraient presque plaisir à voir. Mais sur le fond, c'est toute la droite qui se veut à l'offensive en reprenant l'arnaque du « racisme anti-Blancs » et en attaquant le mariage pour tous et toutes. Et si Montebourg vante le « produire

français » c'est parce que cela correspond aux intérêts d'une partie des capitalistes français. Les jeunes et les travailleurs n'ont rien à gagner à suivre ces politiques. Notre combat est internationaliste et anti-raciste. Il est aussi pour l'égalité des droits entre toutes et tous. Nous le porterons dans la rue au mois de janvier, dans la suite de la manifestation du 16 décembre.

#### Ce gouvernement n'est pas le nôtre !

Avec le pacte de compétitivité (20 milliards d'euros de cadeaux au patronat compensés par des hausses de la TVA et une nouvelle baisse dans les dépenses publiques), le gouvernement tape dans le portefeuille des classes populaires pour renflouer celui des patrons. Dans les mois qui viennent, de nouvelles attaques contre l'Éducation sont prévues, pour adapter encore plus le lycée et l'université

aux besoins des patrons. Dès maintenant, il faut commencer à organiser une mobilisation permettant de repousser ces mesures.

Face aux mobilisations qui se développent et à ceux et celles qui résistent à sa politique, le gouvernement fait le choix de la répression. C'est particulièrement frappant à Notre-Dame-des-Landes où le combat mené prend une ampleur nationale et pourrait faire reculer le pouvoir. Alors que les jeunes devaient constituer la priorité de Hollande, ce gouvernement préfère les réprimer ! Ce n'est presque pas une surprise avec un ministre comme Valls, aussi raciste et sécuritaire que ceux de droite qui l'ont précédé !

Ce gouvernement n'est clairement pas le nôtre ! Sa politique est celle de la droite : servir les capitalistes. Organisons-nous tous et toutes ensemble pour la combattre !



**NPA  
JEUNES**

# PAS D'AVENIR SANS BAGARRE SOCIALE !

La guerre que mène le patronat depuis le mois de mai ne se limite pas aux licenciements massifs ou à des baisses de salaires directs (accords compétitivité de branche) et indirects (baisse des cotisations sociales de 20 milliards d'euros). Sa volonté est de subordonner l'ensemble de la main d'œuvre à ses intérêts : le maintien du taux de profit. Pour cela, il lui faut la plus grande flexibilité du marché de l'emploi. Un système qui permettrait d'embaucher et de licencier massivement en fonction de la demande. Coup de chance pour le MEDEF, c'est justement le sens de

tous les contrats précaires, comme le dernier en date, le contrat Emploi d'avenir (CEA). Ajouté aux suppressions de postes dans le secteur public, à la baisse des budgets dans l'enseignement et aux nouvelles réformes du secondaire et du supérieur, le tableau est brossé.

Des résistances commencent à voir le jour en France et font écho aux mobilisations de l'année passée aux quatre coins du monde. La mobilisation des étudiants d'Angers en d'octobre a permis de débloquent une enveloppe de 600 000

euros supplémentaires pour faire fonctionner l'université. De la grève étudiante illimitée du « printemps érable » au Québec aux grèves répétées des étudiants de l'État espagnol, en passant par la mobilisation des personnels et étudiants de la fac de Bejaïa en Kabylie, c'est une même jeunesse qui se bagarre pour de meilleures conditions de vie et d'études face au rouleau compresseur capitaliste. Plus loin, c'est la grève des enseignants de Chicago et celle, massive et réprimée dans le sang, des mineurs d'Afrique du Sud pour l'augmentation des

salaires. La crise provoque des réactions partout, de la jeunesse au monde du travail. Cela ne doit pas rester une simple conséquence des attaques patronales et des gouvernements à leur service, cela doit devenir la règle pour toutes et tous. Vers la convergence de toutes les luttes, vers une mobilisation générale des jeunes, des travailleurs et travailleuses pour construire ensemble une autre société !

**Robin (Comité jeunes Toulouse-le-Mirail)**

# QUI SONT CES HOMOPHOBES QUI MANIFESTENT ?

## L'institut CIVITAS

Mouvement dont le but est la restauration de « la royauté sociale de Notre Seigneur Jésus-Christ ». Il s'agit d'un groupe catholique extrémiste qui est à l'origine de l'organisation de la manifestation du 18 novembre contre le mariage pour tous et toutes. Son porte-parole est Alain Escada, qui a notamment comparé l'homosexualité à la zoophilie et à la pédophilie. Certains membres de CIVITAS se disent proches de l'extrême droite. Ils attirent dans leurs actions des groupuscules d'extrême droite violents tels que les Jeunesses nationalistes, le Bloc identitaire ou le Groupe union défense (GUD). Parmi les contributeurs réguliers de la revue (mensuelle) de CIVITAS, on trouve notamment Michel Fromentoux, rédacteur en chef du périodique Action Française 2000 et militant royaliste du mouvement Restauration nationale, mais aussi Jacques Bompard, cofondateur du FN en 1972, maire d'Orange, député et président du parti Ligue du Sud.

## Alliance VITA

Fondée en 1993 par Christine Boutin, elle constitue l'un des principaux mouvements de défense « pro-vie ». Le mouvement se positionne contre l'avortement et contre le droit au mariage et à l'adoption pour les couples de même sexe. L'Alliance VITA est à l'origine des 75 manifestations contre le mariage pour tous et toutes qui ont eu lieu dans toute la France au mois de novembre sous le slogan « un papa, une maman. On ne ment pas aux enfants ». On peut lire sur son site internet qu'« imposer à un enfant « deux papas »

ou « deux mamans » constitue une discrimination qui viole gravement ses droits fondamentaux. »

## SOS tout-petits

SOS tout-petit est contre l'avortement, contre le mariage pour tous et toutes et remet fortement en cause la contraception. L'association est connue pour l'organisation de prière devant les hôpitaux, centres d'IVG, devant des plannings familiaux. On peut lire sur le site internet à propos du projet de loi sur le droit au mariage pour tous et toutes : « Le projet est à l'évidence diabolique et, n'en doutons pas, maçonnique. Le véritable objet des loges étant de rendre un culte à Satan. Prions pour la conversion des francs-maçons et de ceux qui les suivent et leur obéissent. »

## Action française

L'Action française est un mouvement politique nationaliste, d'extrême droite, qui s'est développé dans la première moitié du XXe siècle en France. En 1940, elle se rallie avec enthousiasme à Pétain et à sa Révolution nationale. Elle acquiesce à l'essentiel de la politique mise en œuvre par le régime de Vichy, dont le statut des Juifs. Soutenant que la famille est la base de la nation et qu'il ne peut y avoir de mariage qu'entre un homme et une femme, l'AF participe, le 18 novembre 2012, à la manifestation nationale contre le mariage homosexuel et l'adoption d'enfants par des couples de même sexe.



## Le Renouveau français

Le Renouveau français (RF) est un mouvement politique d'extrême droite se définissant comme « nationaliste français et contre-révolutionnaire » et « d'inspiration catholique ». Créé en novembre 2005, le RF s'est particulièrement mobilisé pendant la campagne de succession à Jean-Marie Le Pen en prenant partie pour Bruno Gollnisch face à Marine Le Pen, jugée trop républicaine et tiède sur les racines catholiques de la France.

**Reste une question : confieriez-vous des enfants à ces gens-là ?!**

# NOTRE-DAME-DES-LANDES : UN PROJET QUI PREND DU PLOMB DANS L'AILE

En 1963 déjà, le projet d'un aéroport inutile dans le grand ouest avait été lancé puis annulé en raison d'une mobilisation. Il a été relancé il y a quelques années.

## Retour sur le projet

En 2008, la déclaration d'utilité publique permettant le lancement d'un nouvel aéroport à Nantes est mise en place avec la grande participation du maire de l'époque, Jean-Marc Ayrault. Les travaux débutent en janvier 2013. L'ouverture du domaine est prévue en 2017. Ce projet coûtera 556 millions d'euros. Selon le *Canard enchaîné* le projet global serait évalué à 4 milliards en tenant compte de l'aéroport et des projets d'accès routier et ferroviaire... Alors qu'un aéroport existe déjà à Nantes et ne fonctionne qu'à 70 % de ses capacités! Le projet de Notre-Dame-des-Landes, c'est plus de 1220 hectare: 1000 pour l'aéroport et 220 pour la zone qui entoure le terrain.

Selon la chambre d'agriculture, une cinquantaine d'exploitations agricoles, soit 5000 ha de surfaces utiles, seront impactées par le projet. La destruction de plus de 2000 ha de zones bocagères et de tout un écosystème des conséquences qui s'ajoutent à l'impact du transport aérien sur l'effet de serre.

Ce projet est conduit et réalisé par la grande multinationale Vinci, qui sera donc propriétaire de la structure au lieu des collectivités locales. Encore un financement au frais des contribuables pour des bénéfices privés.

## La mobilisation grossit...

Depuis plusieurs années, une mobilisation large se construit contre ce projet. Elle rassemble à la fois une partie de la gauche (sans le PS et le PCF) mais aussi des écologistes radicaux et des organisations paysannes.

La lutte a pris une nouvelle ampleur depuis la manifestation du 17 novembre avec 30 000 personnes pour la réoccupation du site du futur aéroport, la ZAD. Elle s'inscrit dans l'histoire des luttes de défense de territoires, comme celle contre l'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff, ou contre l'extension d'un camp militaire dans le Larzac dans les années 70. Ces luttes avaient débouché sur le retrait du projet.

La manifestation du 17 novembre a permis de faire reculer le gouvernement puisque le défrichage est repoussé de six mois. Mais rien n'est encore gagné pour obtenir le retrait du projet. La question de la mise en place ou non de cet aéroport a pris une dimension nationale, vu l'implication d'Ayrault. Avec la volonté du gouvernement de conduire ce projet à marche forcée, c'est sa vraie nature libérale, productiviste et aussi répressive qui s'affiche au grand jour. Le

## NON À LA RÉPRESSION !

Deux jours avant la manifestation nationale du 17 novembre, des militants écologistes ont été arrêtés à Paris, pour avoir scotché des affiches sur une permanence du Parti socialiste. Après être restés en garde à vue tout le week-end, histoire de ne pas aller renforcer les rangs de la manif, ils sont convoqués en procès le 16 janvier... Apparemment, Vinci et Ayrault ont le droit de détruire une région, mais que des militants « dégradent » un local du PS, c'est inadmissible ! Soyons nombreux à les soutenir au TGI de Paris !

retrait du projet pourrait être la première victoire contre ce gouvernement social-libéral. Nous étions 30 000 en novembre, en janvier soyons encore plus nombreux pour dire non à l'Ayrault-port de Notre -Dame-des-Landes !

**Benco et Maxime (Comité jeunes)**

**Le Mans**

# PALESTINE : UN NOUVEAU STATUT, UNE MÊME DÉTRESSE



La « reconnaissance » de la Palestine par l'Assemblée générale de l'ONU est une défaite pour l'État d'Israël et ses alliés, Washington en premier lieu. Mais est-ce un changement concret pour les habitants et habitantes de Gaza ? De Cisjordanie ? Pour les réfugiés ? Pas vraiment...

L'État israélien n'en menace pas moins de construire de nouvelles colonies en Cisjordanie et de lancer de nouvelles attaques, y compris terrestres, sur la bande de Gaza. Celle du mois de novembre a fait plus de cent-cinquante morts dans la population palestinienne. L'État sioniste a pris prétexte des tirs de roquettes. En fait, ces tirs n'avaient pas fait une seule victime depuis plus d'un an. En revanche, ils en ont fait cinq pendant les dix jours de pilonnage de Gaza. Les autorités israéliennes ont accusé le Hamas - vainqueur des dernières élections démocratiques en Palestine - d'être responsable des tirs, alors que ce parti a créé depuis plusieurs mois une force spéciale de

trois cents policiers pour démanteler les lances-roquettes.

Le message israélien est clair : les Palestiniens et les Palestiniennes doivent abandonner toute résistance, ou ils le paieront de leurs vies.

Ni l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas, ni les autorités gazaouis du Hamas ne sont aujourd'hui à la hauteur des enjeux. La première est entrée dans une complète logique de collaboration avec l'État sioniste. Même avec le vote de l'ONU, sa légitimité est quasi nulle au sein du peuple. Le mandat de Mahmoud Abbas a expiré il y a trois ans, et il refuse toujours d'organiser une nouvelle élection, qu'il perdrait à coup sûr, au profit du Hamas. Ce dernier est quant à lui dans une démarche de réhabilitation, de recherche de « respectabilité » sur la scène internationale.

Les classes populaires palestiniennes ne peuvent compter que sur leurs propres

forces pour se libérer. La solidarité internationale est fondamentale pour les sortir de leur isolement.

Cette année, comme lors de la dernière attaque contre Gaza, en 2008, des manifestations ont eu lieu dans le monde entier. Il ne faut pas attendre une prochaine agression pour nous

mobiliser. Nous pouvons organiser des actions de solidarité, notamment dans le cadre de la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), par exemple en refusant les conventions ou jumelages entre nos facs et lycées et des établissements israéliens. Relayer cette campagne

internationale, c'est isoler l'État d'Israël pour sortir le peuple palestinien de sa solitude !

**JB (Comité jeunes 92 nord)**

## CENSURE TA FAC

Le 28 novembre, le rectorat de l'académie de Toulouse a interdit la tenue à l'université Toulouse II - Le Mirail d'un meeting en présence d'Abu Sami, représentant du Front populaire de libération de la Palestine.

À l'origine de la décision, les pressions exercées sur le ministère de l'Enseignement supérieur par le prétendu Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), la voix de l'État d'Israël en France.

Cette organisation a fait valoir qu'un meeting en faveur des Palestiniens serait déplacé dans la ville où des crimes antisémites ont été commis par Mohamed Merah il y a quelques mois. Comme s'il y avait un quelconque lien entre ces meurtres et la résistance palestinienne !

Le gouvernement se place de nouveau du côté des oppresseurs israéliens en censurant l'expression d'un militant palestinien.

Le meeting s'est finalement tenu au

local du NPA 31, à l'appel de près de trente-cinq organisations associatives, syndicales et politiques.

Après l'interdiction en 2011 d'une réunion de Stéphane Hessel à l'École normale supérieure et celle, l'année dernière, d'une conférence sur la Palestine à Paris 8 - Saint-Denis, le CRIF a de nouveau réussi à limiter la liberté d'expression dans les facs... Mais il ne viendra jamais à bout de la solidarité internationale !

# NON À L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE AU MALI !

Le 12 octobre, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution présentée par la France concernant le Mali. Elle donnait un mois et demi à la CEDEAO, l'organisation qui regroupe

les pays de l'Afrique de l'Ouest, pour présenter un projet d'intervention militaire visant à déloger les groupes rebelles qui occupent la partie nord du Mali.

Début décembre, l'ONU n'ayant pas donné son feu vert à une attaque militaire, la France menace de passer en force. Certes, il s'agit pour elle d'apporter un simple « soutien logistique » à une intervention qui serait sous-traitée à ses anciennes colonies d'Afrique de l'Ouest. Le « médiateur » de la crise malienne est le chef d'État du Burkina Faso, Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 1987 et l'assassinat du dirigeant légitime Thomas Sankara. Comble du cynisme, la résolution du Conseil de sécurité a été votée trois jours avant les 25 ans du coup d'État !

Hollande a eu beau jeu d'annoncer à Dakar que « le temps de la Françafrique est révolu », l'intervention prévue ne vise à rien d'autre qu'au maintien des intérêts de la France dans la région. Elle ne peut pas se permettre une déstabilisation de cette zone (de la Mauritanie à l'ouest, au Tchad à l'est

en passant par le Niger) : elle y puise une grande partie de ses matières premières, notamment le minerai pour l'industrie nucléaire au Niger ou l'or au Mali (et il existe même des projets de forages pétroliers).

En mars dernier, ni le président Sarkozy ni le candidat Hollande ne se sont émus du coup d'État qui a placé au pouvoir le militaire malien Amadou Haya Sanogo. En revanche, l'un comme l'autre réduit la rébellion du nord à « Al-Qaïda au Maghreb islamique », alors que les mouvements islamiques n'en sont qu'une composante... Comme ils l'étaient dans le Conseil national de transition libyen, que Sarkozy a placé au pouvoir en 2011 sous les applaudissements du PS !

Jouant sur la désinformation et les préjugés racistes (les Africains sont incapables de se gouverner eux-mêmes, les « islamistes » menacent

nos intérêts et notre civilisation...), la République française s'appête à se lancer dans une nouvelle croisade coloniale.

Nous devons nous mobiliser contre l'impérialisme français. D'abord en exigeant la régularisation de tous les sans-papiers qui fuient la misère et les guerres engendrées par les entreprises hexagonales. Ensuite en exigeant l'arrêt du soutien aux dictatures, le retrait définitif de l'armée française d'Afrique, la fin des ingérences économiques, politiques et militaires.

**Thomas (Comité jeunes d'Aix-Marseille)**



# SYRIE : LE MASSACRE CONTINUE

Les révolutionnaires continuent tant bien que mal à affronter la folie de la dictature de Bachar el-Assad, prêt à massacrer son peuple pour garder le pouvoir. Depuis vingt mois de soulèvement, on compte au moins 40 000 morts, 65 000 disparus, et de centaines de milliers de prisonniers...

Prenant au début la forme de manifestations pacifiques pour protester contre la forte précarisation liée au libéralisme, le pouvoir a répliqué par une très violente répression (avec des tirs à balles réelles), ce qui a forcé la militarisation de la révolte. L'armée libre syrienne est composée de 65 000 combattant-e-s civil-e-s ou déserteurs de l'armée, même si les médias occidentaux ne parlent généralement que des 1 500 issu-e-s des bataillon

proche des mouvements intégristes. Cependant, ils ne sont que faiblement armés face à l'artillerie et aux avions de l'armée du pouvoir.

Contrairement à ce que veulent faire croire certains médias, il ne s'agit ni d'une guerre de religion, ni une révolution menée par les intégristes islamiques. Le Conseil national syrien a beau être proche des Frères musulmans et écouté par l'Europe et les États-Unis, il n'est en rien représentatif du peuple syrien et ne participe pas à la direction de la révolution.

Tandis que l'Iran, la Russie et la Chine soutiennent le régime en place, le peuple syrien ne compte pas sur une intervention étrangère. L'OTAN n'est pas un organisation caritative. Si elle

intervenait, ce ne serait pas pour aider à l'émancipation de la population, mais pour défendre les intérêts de ses membres au Moyen-Orient, en remplaçant la dictature en place, mais en conservant l'armée et les forces de police.

La nécessaire campagne de solidarité internationale se met en place. Elle consiste à la formation de collectifs locaux pour, entre autres, soutenir le combat du peuple syrien, mais aussi diffuser des informations sur la situation en Syrie.

**Anastasia (Comité jeunes Jussieu)**

## Dans ce numéro

- Dossier : La crise de la famille ?** Viols, violences... Le foyer : un lieu de refuge ? Pour une vraie liberté sexuelle Historique du mouvement LGBT et mouvement social Les insuffisances de la loi Pages 4-5
- Théorie : « Je ne suis pas homophobe, mais... »** Page 6
- Éducation** Interview, « Trois questions à un étudiant gréviste d'Angers » Déficit budgétaires dans les universités Loi cadre autonomie Page 7
- Funky : La fin de l'UMP** **Culture : La fin du monde** Page 8

# LA CRISE DE

## Avortement, contraception... De vraies annonces ?

Lors du comité interministériel pour lutter contre les violences faites aux femmes, le gouvernement a réaffirmé le remboursement à 100 % de l'interruption volontaire de grossesse et de la contraception pour les mineures de 15 à 17 ans. Ces dernières années, nous n'avions connu que des reculs : remise en cause de la contraception en libre accès pour les mineures par Sarkozy, propos de Marine Le Pen sur l'IVG « de confort »... Aujourd'hui, les remboursements de contraceptifs pour les mineures sont à un taux de 65 %, un frein financier à leurs accès.

Le projet du comité interministériel doit être intégré dans le projet de loi de finance 2013, voté par l'Assemblée nationale. Il pourrait représenter, selon des études, une économie de 60 € par an pour une pilule et de 40 € pour un implant.

Il en est de même pour l'IVG. Aujourd'hui, les établissements qui la pratiquent perdent de l'argent. L'augmentation du tarif avec remboursement à 100 %, permettrait que les services n'affichent plus de déficit et soient donc moins menacés de fermeture. Mais la logique resterait celle de la loi Bachelot (Hôpital patients santé territoire) : l'autonomie budgétaire et la rentabilité.

## Le changement, maintenant !

Il faudra donc être vigilant-e-s : les plans d'austérité du gouvernement Ayrault n'ont aucune raison de nous donner confiance dans ses annonces. La réalité, ce sont des services publics à l'abandon, les fermetures de centres d'IVG, de moins en moins de Planning familiaux accessibles, des infirmières fantômes dans les établissements scolaires et de moins en moins de possibilité d'accéder aux soins !

Nous devons exiger la contraception libre, gratuite et accessible pour toutes et réaffirmer le droit à l'avortement pour toutes les femmes, mineures ou non, sans contrôle parental.

Il faut continuer de mener des batailles pour obliger le gouvernement à mettre réellement en place ces mesures. Les droits des femmes se sont arrachés par la lutte, dans la rue, au quotidien... Ne lâchons rien !

**E**n menant une politique aussi antisociale et raciste que la droite, le gouvernement a mis fin aux espoirs que quelques uns et unes pouvaient avoir. Seuls la création d'un ministère des Droits des femmes

et le projet du mariage pour tous et toutes pourraient lui donner un vernis progressiste.

La fin de l'oppression des femmes et des LGBTI nécessite un changement

radical. Si les évolutions de la famille sont en partie subversives, si elles font hurler les réactionnaires de tout poil, elles ne suffisent pas à remettre en cause les fondements de cette société capitaliste, raciste et patriarcale.

Retour sur un modèle familial en crise, bien plus que ne le veut la droite, mais bien moins que nous ne le voulons !

## VIOLS, VIOLENCES...

## LE FOYER : UN LIEU DE « REFUGE » ?

**L**e gouvernement Ayrault vient d'annoncer des mesures de restrictions des dépenses publiques au profit des grandes entreprises. Cela va encore plus fragiliser les différents services publics, notamment la Santé publique qui est asphyxiée par le manque de moyens. On ferme des hôpitaux et des services de santé, à commencer par les centres d'IVG et les centres d'accueil pour femmes battues.

### Les violences en constante augmentation

Le nombre d'agressions physiques ou verbales envers les femmes est toujours aussi élevé. En France, une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint ou de son ex. Celles qui survivent n'ont souvent d'autre choix que de rester dans le même foyer que celui qui les bat. Nous aurions donc besoin de plus de structures d'accueil et d'aide pour les femmes, et non pas d'un soutien de l'État envers les agresseurs.

Pourtant rien n'est fait alors que plus de 75 000 femmes sont violées chaque

année en France, que seules 10 % d'entre elles portent plainte et que seules... 2 % des plaintes aboutissent à une condamnation ! Les dernières affaires de viols médiatisées ont pointé du doigt les victimes, alors que les violeurs n'ont pas été inquiétés plus que ça. Dans le procès de Créteil contre les auteurs d'un viol collectif, par exemple, ce sont des peines ridicules qui ont été prononcées. Cette ambiance culpabilisante pour les femmes va avoir pour conséquence qu'encore moins de femmes oseront porter plainte, d'autant que, le plus souvent, le violeur est connu de la victime.

### Le foyer : premier lieu de violences

Un des premiers lieux de violence est le foyer familial. Les chiffres sont effrayants : en 2010, un tiers de l'ensemble des coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels déclarés en France est constitué par des violences sur des femmes au sein de leur couple. Et c'est encore plus violent lorsqu'on regarde attentivement : les violences sexuelles hors ménage

(incluant les ex et les membres de la famille) sur les femmes ont augmenté entre 2008 et 2010 de 5,8 à 7 %, et seules 17,5 % des victimes ont déposé plainte. Pour les violences physiques et sexuelles au sein du ménage, seule une poignée des victimes de violences physiques ou sexuelles ont porté plainte (respectivement 12 % et 8 %). Ces viols ne sont toujours pas reconnus par la justice. On demande toujours aux victimes de faire la preuve de l'absence de consentement !

Trop souvent, les femmes continuent de subir ces violences dans leur foyer car elles sont contraintes d'y rester, socialement et économiquement. La famille, en 2012, est encore considérée comme un lieu de refuge. C'est bien souvent une prison pour les femmes. Dans cette période de crise, ce sont les femmes qui retournent dans la sphère familiale pour s'occuper des enfants et des personnes âgées car l'État supprime les services. De même, les femmes sont encore rémunérées 27 % de moins que les hommes pour un travail égal : on considère encore que le salaire des femmes est un salaire d'appoint et donc moins important. Aujourd'hui, les réactionnaires voudraient se servir

de l'accès à toutes et tous au mariage pour reléguer les femmes au foyer. Les lesbiennes sont aussi insultées et agressées à cause de leur orientation sexuelle qui menacerait d'après eux une structure formée autour du chef de famille.

Malgré la mise en place d'un ministère aux Droits des femmes, l'égalité est loin d'être effective ! Le corps des femmes est toujours considéré comme une marchandise, et malgré l'annonce du gouvernement Ayrault pour un plan national contre les violences faites aux femmes, on ne peut que douter de la réalité concrète de cette annonce. La manifestation du 25 novembre a rassemblé plus de 5000 personnes dans toute la France. C'est bien mais pas suffisant. La bataille pour obtenir des droits concrets se fera dans la rue et au quotidien...

La peur doit changer de camp ! Ce ne sont pas les femmes qui doivent avoir peur dans la rue et chez elles, ce sont les violeurs !

Vanessa (Comité jeunes

92 nord)

## MARIAGE POUR TOUS : UNE LOI PAS SI PROGRESSISTE QUE ÇA

**V**u de loin, le PS semble plus ouvert que l'UMP, qui s'est toujours opposée à l'égalité des droits. En regardant de plus près, sa politique n'est pas tant le produit de convictions progressistes que d'intérêts électoraux.

**Le projet de loi est une avancée significative. Cependant, il comporte bon nombre d'insuffisances et de relents réactionnaires :**

- On ne pourra se marier avec un étranger ou une étrangère du même sexe que si le mariage est ouvert aux couples de même sexe dans son pays. Il ne faudrait tout de même pas que des immigrants clandestins puissent venir en France pour se marier... Surtout s'ils viennent d'un des 80 pays où les pratiques homosexuelles sont punies de mort !

- L'adoption ne sera ouverte qu'aux couples mariés et aux célibataires ; en liant l'adoption par des couples de même sexe à leur mariage préalable obligatoire, la loi limitera de façon spécifique les parentalités homosexuelles à la forme la plus élitique et traditionnelle qui soit.

- La procréation médicalement assistée (PMA : les banques de dons de sperme, l'insémination artificielle...) exclura toujours les lesbiennes et les femmes célibataires, alors qu'elle est complètement légale pour les couples hétérosexuels. Le don de sperme n'est autorisé que s'il vient pallier la « déficience » d'un homme dans le cadre d'un couple hétérosexuel. Autrement dit, concevoir un enfant sans un homme, ça reste inconcevable ! Il est hors de question que les femmes s'autonomisent : elles ont besoin d'un homme, pas juste de son sperme...

En proposant un projet de loi à minima et en retardant régulièrement les échéances sous prétexte d'un débat ouvert aux homophobes (jusque dans son propre camp), le gouvernement est complice des déversements de haine homophobe. Nos droits ne sont pas une variable d'ajustement pour s'assurer une victoire électorale !

### Nous demandons :

- L'égalité des droits entre homos et hétéros : mariage, filiation, procréation médicalement assistée,
- La dépathologisation des trans ; l'accès libre et gratuit aux traitements médicaux, le droit au changement d'état-civil,
- Le droit à disposer de son corps et de sa sexualité, l'accès aux moyens de protection et de contraception,

• Une allocation d'autonomie pour tous les jeunes,

• La création de structures d'accueil, d'écoute, d'assistance des victimes de l'homo-lesbo-trans-bi-intersexo-phobie avec un financement public, autogérées par les associations LGBTI,

• L'application du droit d'asile pour les personnes victimes de LGBTI-phobie ; la régularisation de tous les sans-papiers, en couple ou célibataires.

Autant de revendications que nous porterons au mois de janvier lors des débats parlementaires sur la nouvelle loi, mais aussi après son adoption !

Léa (Comité jeunes 92 nord)

# LA FAMILLE ?

## LIBERTÉ SEXUELLE OU MARCHANDISATION DE LA SEXUALITÉ ?

**S**elon l'idéologie dominante, nous vivons en pleine liberté sexuelle. En France, Mai 68 a profondément changé le rapport au sexe. Mais cette libération de la sexualité a aussi été récupérée par le système capitaliste. Notre société « en parle le plus mais en fait le moins » : aujourd'hui, on ne jouit certainement pas sans entraves !

### La libération sexuelle des années 1970

Nous sommes plus libres qu'il y a cinquante ou cent ans. Les femmes divorcées ou mères célibataires, les enfants nés hors mariage, ne sont plus des exclus. La période 1960-70, pleine de luttes, de révoltes et de révolutions, a fait naître le mouvement des femmes et des LGBTI. Alors que les mouvements de protestation se multipliaient, la jeunesse a remis en cause toutes les « bonnes mœurs » de la société et enclenché un mouvement de libération sexuelle.

Au début, cette libération sexuelle était surtout celle des hommes. Petit à petit, pour prendre la place qu'ils ne leur laissaient pas spontanément dans le mouvement, les femmes se sont organisées en mouvement propre. Elles revendiquaient notamment la maîtrise de leur fécondité et la liberté de jouir « où je veux, quand je veux et avec qui

je veux ». Les avortements clandestins faisaient des ravages à cause de mauvaises conditions d'hygiène. Les légalisations de l'avortement et de la pilule ont été des révolutions dans la vie des femmes, fruit de leurs luttes acharnées contre les réactionnaires et les bien-pensants.

La libération sexuelle a un peu remis en cause l'homophobie. Il est devenu moins impensable qu'avant d'assumer son homosexualité. Mais ce ne furent que des petits pas. Là aussi, il a fallu que les premi-ère-s concerné-e-s se battent contre les l'homophobie présente dans toutes les couches de la société et au sein-même des mouvements protestataires.

### La sexualité, ça fait vendre !

Les années 80 ont vu le grand retour du capitalisme triomphant et du consumérisme, c'était les « années fric ». Le capitalisme a récupéré la libération sexuelle en gommant ses aspects subversifs. Il a su transformer la liberté conquise par les femmes de montrer leur corps et d'exprimer leur sexualité si elles veulent. C'est devenu le droit pour la publicité de mettre des femmes nues partout. Plus profondément, la publicité fait exprès d'utiliser nos émotions et nos

désirs sexuels pour nous inciter à acheter ses produits. Dans la réalité, les femmes sont encore jugées sur leur apparence, parce qu'elles sont trop ou trop peu couvertes. La société exige qu'elles soient à la fois désirables et inatteignables. C'est tout sauf de la liberté réelle ! Au milieu de tout ça, la première marchandisation des femmes, le système de prostitution, n'a jamais été remis en cause.

### Renforcer le modèle familial classique

Le système a trouvé un moyen de « rentabiliser » les LGBTI. Il les accepte quand ils et elles se mettent en couple stable et deviennent plus conservateurs de la famille traditionnelle que les hétéros. Toutes les séries télé ont maintenant leur couple homo de service tout comme il y a le Noir de service. Ce qui compte c'est que ces personnes participent à la stabilité du système en travaillant et consommant sans poser de question. Le quotidien de la majorité des LGBTI c'est encore l'insulte, l'humiliation, la violence, pas vraiment la liberté !

### Des moyens pour une vraie liberté sexuelle !

Aujourd'hui, la politique d'austérité et

la casse des services publics remettent en cause les fondements les plus concrets du peu de liberté acquise dans la lutte. L'accès à l'avortement et à la contraception est de plus en plus compliqué et inégalitaire.

Suite à la découverte du SIDA, des méthodes et des structures de prévention et de traitement ont été mises en place. Alors qu'il tue encore de nos jours, et que d'autres maladies existent, les budgets sont ridicules. Les générations précédentes ont eu la capote à un franc, nous nous aurons toujours plus de maladies, gratos !

La vraie liberté sexuelle passe par de nombreux changements de mentalité. Mais elle passe d'abord par une vraie mise à disposition de tous les moyens de prévention, de protection, de contraception et l'accès à l'avortement. Il faut aussi une allocation d'autonomie pour tou-te-s les jeunes, pour que chacun-e soit libre de disposer de son corps, d'avoir les relations affectives et sexuelles qu'elle ou il veut, même si sa famille a des préjugés réactionnaires.

**Caroline (Comité jeunes 92 nord)**

## UN MOUVEMENT QUI VIENT DE LOIN

**U**ne loi sur l'égalité des droits - a fortiori insuffisante, - n'abolira pas l'homophobie et les violences quotidiennes qui en découlent dans les cadres de la famille, de l'école, du travail ou du quartier. Le mouvement des lesbiennes, gays, bisexuels, trans

et intersexes (LGBTI) ne se limite pas à la revendication du droit au mariage.

François Hollande, lui, ne défend pas sa réforme avec beaucoup de conviction : ce n'est pas sa revendication, c'est celle d'un mouvement pour les droits,

dont les racines remontent aux années 1970. Ce mouvement est né dans les émeutes à New-York en 1969, après l'agression par la police d'un bar fréquenté par les homosexuels dans le quartier de Stonewall. Cet événement a donné lieu à la première Gay Pride.

Il a continué en France avec le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), inspiré des luttes de libération nationale (Algérie, Vietnam). Ces mouvements remettaient en cause le cadre de la famille, du couple et les normes hétérosexuelles. Avec le temps ils ont pour beaucoup choisi d'avancer par le biais de la gauche institutionnelle, en particulier avec le PS.

Mais la démarche de lobbying et de réformes trouve rapidement ses limites, en particulier pour les jeunes LGBTI. Pris dans un quotidien de stigmatisation, nombre d'entre eux vivent un calvaire qui peut finir par le suicide.

Des mesures d'urgence existent : une allocation d'autonomie qui permette à tous les jeunes de ne pas dépendre de leur famille, des foyers d'accueil pour les victimes de violences, qu'elles soient physiques ou morales. Ces mesures demandent de l'argent, beaucoup trop pour le PS. Comment débloquer les sommes nécessaires quand le gouvernement les utilise pour payer la dette aux banques ?!

Pour une vraie égalité et des possibilités d'émancipation pour tous les jeunes, qu'ils soient homo, bi, hétéro ou trans, le combat ne peut être détaché de celui pour une meilleure répartition des richesses. Il doit se lier aux autres combats du mouvement social.

**Lucien (Comité jeunes Paris 7)**



### Transidentité : tout reste à gagner !

Aujourd'hui en France, les personnes transgenres font face à un véritable parcours du combattant médical et judiciaire pour pouvoir changer leur état civil. Ils et elles doivent subir des examens psychiatriques et des opérations chirurgicales assurant leur stérilisation. Ils et elles doivent être déclaré-e-s « conformes » à leur sexe « d'arrivée », c'est-à-dire correspondre aux stéréotypes de genre et adopter une orientation hétérosexuelle.

Or, le simple fait de devoir demander une validation extérieure pour pouvoir changer de genre suppose que l'État serait légitime pour intervenir et régir l'identité de chacun-e : en quoi le genre des personnes sous son contrôle le concerne-t-il ?

En Argentine, le changement d'état civil est maintenant possible sur simple demande. En France, le numéro de Sécurité sociale commence par 1 pour les hommes et 2 pour les femmes (tout un symbole déjà) ; dans son plan contre l'homophobie, le gouvernement de Hollande propose un numéro de Sécu « provisoire ». Pourquoi ne pas tout simplement supprimer cette mention ?

Le gouvernement se déclare prêt à lutter contre la transphobie, à permettre une rectification plus simple de l'état civil, à favoriser l'accès aux soins pour celles et ceux qui le souhaitent, et à soutenir les efforts visant à obtenir une déclassification du « transsexualisme » de la liste des maladies mentales de l'Organisation mondiale de la santé.

Si toutes ces annonces sont positives, il faut rester vigilant-e-s sur leur application (on a vu le peu de fiabilité du gouvernement sur toute une série de promesses) et surtout, ne pas s'en contenter !

Le remboursement des soins, la fin de l'examen psychiatrique et des opérations obligatoires, le changement de prénom et de genre sur simple demande, la prise en compte des interactions médicamenteuses entre les traitements hormonaux et les traitements médicamenteux en cas de maladie, notamment dans les recherches contre le VIH... sont encore loin !

# « JE NE SUIS PAS HOMOPHOBES MAIS... »

## Comment répondre à tes amis qui ne sont pas des catho intégristes, mais ont quand même du mal avec l'égalité des droits.

**D**epuis que le débat sur l'ouverture du droit au mariage pour tous et toutes a été lancé, nous assistons à une envolée de propos réactionnaires de la part de la droite, de l'extrême droite et parfois même de la gauche.

« Aujourd'hui le mariage

homosexuel, demain la

zoophilie ? »

• Difficile de qualifier d'« argument » cette insulte caractérisée ! Nous parlons de permettre à tout le monde sans exception d'avoir des relations entre personnes humaines consentantes dans le cadre du mariage pour ceux et celles qui le souhaitent. Il ne s'agit pas d'un cadeau que nous exigeons, il s'agit de régulariser une situation anormale, où certains peuvent être protégés par la loi, et d'autres non. Il va de soi que les homosexuels ne sont pas plus polygames, zoophiles ou pédophiles que les hétérosexuels ; en réalité si l'on s'en tient aux statistiques ils le sont même moins...

« Il y a une victimisation

des homosexuels, une

dramatisation, il y a des tas

d'hétérosexuels qui se font

agresser aussi » (Alain Escada,

président de Civitas).

• 7 Pays condamnent l'homosexualité de la peine de mort ; 80 pays la condamnent d'une peine allant d'un an de prison à la perpétuité

• Selon le rapport de SOS homophobie, qui s'appuie sur des milliers de témoignages, 47 % des agressions homophobes recensées se sont produites dans les lieux publics, des agressions gratuites motivées uniquement par l'homophobie ou la transphobie. Pour la totalité des témoignages féminins, les agressions

lesbophobes dans les lieux publics ont une part encore plus importante : 70 %. Un simple baiser à la sortie du métro, une promenade main dans la main... suffisent pour se faire agresser. Et sinon, c'est quand la dernière fois qu'une personne hétérosexuelle s'est faite agresser en raison de son orientation sexuelle ?

« Il existe un lobby

homosexuel, il y a une

propagande homosexuelle,

un matraquage intellectuel en

faveur du mariage. »

• Regardez autour de vous : dans la rue, à la télévision, dans la publicité, au cinéma, dans les manuels scolaires, dans vos familles... Les modèles de relations et de couples qui sont mis en avant sont-ils hétérosexuels ou homosexuels ? La propagande est-elle faite en faveur de l'hétérosexualité ou de l'homosexualité ? Vous trouverez facilement la réponse.

« Donner le droit aux couples

de même sexe d'avoir des

enfants va à l'encontre de

l'intérêt des enfants. »

• Aujourd'hui en France, 1 enfant sur 5 vit dans une famille monoparentale ; 1 enfant sur deux vit hors mariage.

Le cadre de la famille « traditionnelle » est tellement idéal pour les enfants que : 19 000 enfants sont victimes de maltraitance ; 78 000 sont dans une situation à risque ; 60 % des cas de maltraitance sexuelle ont lieu dans la famille des victimes, etc. Apparemment, l'hétérosexualité des parents ne garantit pas le bien-être des enfants...

• Aujourd'hui, plusieurs dizaines de milliers d'enfants sont élevés par des couples homosexuels. Mais l'un

des deux parents n'a pas d'existence légale. Il ou elle ne peut pas toujours assister aux réunions parents-profs, signer un mot dans le carnet ou une décharge en cas d'hospitalisation... Pire, si le couple se sépare ou si le parent « légal » meurt, l'autre n'a aucun droit de garde.

Plutôt que de se demander si « la société est prête à accepter qu'un enfant ait deux papas ou deux mamans », mieux vaudrait donner immédiatement une reconnaissance légale à ces familles qui existent, qu'on le veuille ou non !

« Il y a déjà le pacs. »

• Si le vote du PACS, en 1999, semble avoir constitué une étape vers l'égalité des droits, il demeure non seulement largement insuffisant. En voulant créer un contrat spécifique, la gauche plurielle a institué l'inégalité dans la loi.

Les droits ouverts par le contrat du mariage et par celui du PACS sont très différents : dans le contrat du mariage, les biens acquis à partir du mariage sont communs, alors que pour le PACS les biens appartiennent à celui ou celle qui les a achetés. Au niveau des impôts, le mariage permet une imposition commune immédiate, tandis qu'avec le PACS il faut attendre deux ans. Si l'un des deux conjoints décède, dans le cadre du mariage le conjoint vivant peut disposer d'une partie de la pension de retraite du conjoint décédé. Les personnes pacsées n'ont pas accès à ce droit. En cas de séparation, seul le mariage permet d'obtenir des prestations compensatoires (pensions alimentaires). Dans le mariage, si l'un des deux conjoints est étranger, la délivrance de la carte de séjour est automatique ; après quatre ans, la nationalité française peut être obtenue. Le PACS ne permet pas la délivrance d'une carte de séjour, et il faut attendre cinq ans pour pouvoir obtenir la nationalité française. C'est la raison pour laquelle nous exigeons l'ouverture du droit au mariage pour tous et toutes.

Et si l'égalité des

droits remettait

en cause le

« modèle familial »

traditionnel, serait-

ce si grave ?

Le projet de loi du gouvernement est plus qu'insuffisant en fait d'égalité des droits et d'égalité réelle. Mais si les réactionnaires s'alarment

– tout comme ils le faisaient en 1999 au moment du PACS, – c'est bien que la reconnaissance de sexualités différentes remet en cause la norme unique qu'est l'hétérosexualité.

Les notions de masculinité et de féminité ne sont pourtant pas « naturelles » : elles n'ont pas existé « partout et de tous temps ». Le fait d'avoir ou non telle ou telle caractéristique physique ne prédispose pas à aimer les dînettes plutôt que les voitures, la danse plutôt que le foot, le ménage plutôt que le bricolage... Il n'y a aucune raison d'être plus « douce » et « sensible » dans un cas et plus « fort » et « protecteur » dans l'autre. Cela ne justifie aucunement qu'il y ait un « chef de famille » et une « femme aimante et soumise ».

D'ailleurs, même les notions de « mâles » et « femelles » sont remises en cause par les faits : un enfant sur cent naît avec une « ambiguïté sexuelle » visible, c'est-à-dire avec des caractéristiques des deux sexes. Et 15 % de la population ont des caractéristiques moins visibles (par exemple des chromosomes XXY au lieu de XX ou XY).

Les genres masculins et féminins sont les fruits de l'histoire, de la société, et non de la biologie. Il en va de même de la famille. Pourquoi devrait-on impérativement vivre en couple, n'avoir de relation avec personne d'autre que son ou sa partenaire, avoir des enfants dont on est sûr de la filiation... ?

La famille répond à plusieurs besoins de la société, qui évoluent au fil des âges. Elle permet à ceux qui possèdent des richesses de les transmettre à un héritier « légitime ». Elle permettait dans l'économie traditionnelle de faire travailler gratuitement la femme et les enfants au champ ou dans le commerce familial. Elle permet aujourd'hui de prendre en charge dans un cadre privé des tâches utiles à la société : se loger, se nourrir, élever des enfants...

Mais ces tâches pourraient aussi être prises en charge par la société. On pourrait imaginer des structures collectives pour faire le ménage, la cuisine et offrir un cadre de socialisation aux enfants. Ces nouveaux cadres permettraient d'en finir avec la pression sociale qui nous apprend qu'une femme ne doit pas rêver d'autre chose que d'avoir des enfants après avoir épousé son « prince charmant ».

Dans une telle société, chacun et chacune pourrait développer sa propre personnalité, sans subir les contraintes des modèles masculin ou féminin et de la stigmatisation qui frappe celles et ceux qui ont le malheur de s'en écarter.

## Pour aller plus loin

### Bibliographie

Friedrich Engels, L'Origine

de la famille, de la

propriété privée et de

l'État, 1884, Paris, Éditions

sociales, 1983

Elsa Dorlin, Sexe, genre et

sexualités : introduction à

la théorie féministe, Paris,

PUF, 2008

Angela Davis, Femmes,

race et classe, 1981, Paris,

Éditions des femmes, 2007

Alexandra Kollontaï,

Marxisme et révolution

sexuelle, Paris, Maspéro,

1977

### Filmographie

Filmographie

XXY, Lucia Puenzo, film

argentin, 2007

Tom Boy, Céline Sciamma,

film français, 2011



# NOUVELLE LOI DES UNIVERSITÉS : DERRIÈRE LE CHANGEMENT, LA CASSE DU SERVICE PUBLIC

**C'**est la crise dans nos facs : manques de moyens, de profs et de personnels BIATOSS, bâtiments vétustes... Cette situation découle directement de la politique libérale menée depuis des années pour soumettre l'université aux intérêts du patronat.

## Les conséquences de la

### LRU

Les diplômés ne sont plus des qualifications garantissant des droits sur le marché du travail, mais des outils pour former une main d'œuvre corvéable et pas chère. Différents changements structurels ont été faits : autonomie financière et pédagogique, fusions d'universités, filières « professionnalisantes », rentabilisation de la recherche...

Toutes les universités sont en galère d'argent et ne peuvent plus payer leurs personnels. Les filières jugées peu rentables ferment les unes à la suite des autres, les petites universités sont condamnées à mourir et les étudiants voient leurs conditions d'études se dégrader à vue d'œil.

À Paris 1, trente postes d'enseignement vacants, soit 5 % de la masse salariale, vont être supprimés. Une université sur deux est touchée par des mesures similaires. L'origine de cette situation est la LRU qui a confié aux universités la gestion de leur masse salariale. Dans le passage à l'autonomie, le gouvernement de l'époque n'a pas pris en compte le glissement vieillesse technicité (GVT) : plus les fonctionnaires ont d'ancienneté, plus leurs salaires augmentent. Les budgets prévus ne sont plus adaptés !

## Le PS veut aller plus

### loin !

Les universités ont tellement été malmenées par Sarkozy qu'on se disait que rien de pire ne pouvait arriver... Eh bien si ! Le budget 2013 de l'Enseignement supérieur augmente de 2,2 % alors que l'inflation est de 2,9 %. Le gouvernement refuse de toucher au crédit impôt recherche : 6 milliards du budget qui servent à exonérer d'impôts des entreprises privées, comme Sanofi qui a touché 25 millions en 2008 et qui supprime aujourd'hui plus de 2500 emplois...

Fioraso, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, annonce que sa nouvelle loi permettra d'aller plus loin dans l'autonomie. Elle déclare que les universités doivent s'ouvrir aux entreprises et va même plus loin : les entrepreneurs devraient être décisionnaires sur « la stratégie, les nouveaux métiers et les nouvelles formations ». En clair, ils décideront de ce qui leur est utile ou pas, de ce dont ils ont besoin pour leurs profits.

Alors que l'échec à la fac est dû à des manques de personnels, Fioraso annonce le doublement du nombre d'étudiants en alternance : le problème de serait résolu par l'entrée des jeunes dans la vie active, en offrant une main d'œuvre corvéable aux patrons.

Elle veut aussi insérer les doctorants dans les entreprises. La recherche servirait exclusivement à faire augmenter les profits d'une minorité, et non plus à faire des découvertes utiles à la société. Le gouvernement ne dit pas un mot sur la principale difficulté que rencontrent les chercheurs, à savoir le manque de moyens financiers, qui fait que les doctorants n'ont plus accès aux contrats doctoraux.

**25 : c'est le nombre d'universités en déficit, mais ce sont près de 45 sur 82 qui rencontrent des difficultés budgétaires importantes.**

**4 millions d'euros : ce sont les coupes budgétaires prévues à Paris 1, Paris 7 ou Angers**

**1 heure : c'est ce que sont payés certains profs d'Angers pour des cours d'une heure et demi**

**0 : c'est le nombre de profs nécessaires pour assurer un « cours en autonomie » à Angers**

Nous devons refuser cette nouvelle loi. Elle sera un pas de plus vers la destruction du service public d'Enseignement supérieur. Dans les universités, des étudiants et des personnels se battent contre la fermeture de bibliothèques, de filières, contre le manque de moyens... C'est dans ce sens que nous obtiendrons un service public de qualité, accessible à tous et à toutes, et qui donnerait des

armes aux futurs travailleurs pour améliorer leurs conditions de travail.

**Mina (Comité jeunes 92 nord)**

**et Ryha (Paris)**

# INTERVIEW, « TROIS QUESTIONS À UN ÉTUDIANT GRÉVISTE D'ANGERS »

**A**u mois d'octobre, l'université d'Angers a été le théâtre de la première grève étudiante depuis l'élection de Hollande. Trois questions à de Florian, militant de l'UGEAC-UNEF.

## L'ÉA : Quelle est l'ampleur des

### problèmes budgétaires de

### l'université d'Angers ?

**Florian :** Ce sont des problèmes structurels. Malgré nos excellents résultats en licence, nous sommes l'une des universités les plus déficitaires en terme de postes en France. Selon les chiffres du ministère, il nous manque près de 310 postes d'enseignants et de BIATOSS pour fonctionner correctement.

À cela s'ajoute un campus de lettres, le plus gros de l'université, dont les bâtiments se dégradent d'année en année. Aucun changement profond n'est envisagé.

À la rentrée 2012, le chiffre de 4,4 millions d'euros de déficit à commencé à circuler. Nous avons saisi la dimension catastrophique de la situation. Tout ce que nous pouvions espérer, ce n'étaient pas des améliorations, mais qu'on ne ferme pas trop de filières pour épurer la masse salariale.

## L'ÉA : Comment le mouvement

### s'est-il lancé ?

**Florian :** Il nous a paru nécessaire

d'informer au plus vite les étudiants de la situation de leur université. On a donc commencé à faire des assemblées générales d'information, qui ont vite été suivies d'actions coup de poings, afin d'alerter les médias. Nous leur avons expliqué les fermetures d'amphi à cause des risques d'effondrement des plafonds, les cours à cinquante dans lesquels la pédagogie n'a plus de sens...

Les assemblées générales ont également décidé d'une journée de grève et de manifestation dans la ville. Nous avons diffusé des tracts et fait signer des pétitions à la population angevine.

Nous avons occupé la fac une journée, en installant des chaises dans le hall

pour interpeller les étudiants qui n'étaient pas encore mobilisés.

## L'ÉA : Quelles sont les

### perspectives maintenant ?

**Florian :** Notre mouvement, même s'il est resté implanté majoritairement en fac de lettres à permis de mettre de nombreux étudiants en dynamique, durant certaines AG on pouvait compter plus de trois cents étudiants. C'est beaucoup pour un mouvement uniquement local. Il nous a permis d'installer un rapport de forces. La ministre a dû garantir une rallonge budgétaire. Malgré tout, nous ne sommes pas encore capables d'en mesurer le montant et la répartition

entre les UFR. C'est pour cela que nous avons donné rendez vous à tous les étudiants le 6 décembre pour le CA budgétaire, pendant lequel nous exigerons plus de moyens pour étudier !

**Propos recueillis par Benco**

**(Comité jeunes Le Mans)**

## SI T'AS PAS LA MOYENNE, JE TE LICENCIE

**P**our répondre aux besoins de l'économie et des entreprises, Peillon affirme qu'il faut changer le contenu des formations et des diplômes de l'Éducation nationale... Dès le collège ! Il s'agirait de former les jeunes en invitant les entreprises à faire leur pub dans les classes. Les jeunes pourront peut-être rencontrer le patron qui a licencié leurs parents, voire les remplacer à l'occasion d'un stage !

## DU RYTHME, DU RYTHME !

**C**omme la neige, la réforme des rythmes scolaires revient chaque année. L'idée : diminuer le nombre d'heures de cours par semaine et augmenter le nombre de semaines de cours.

Mais, s'il y avait moins d'élèves par classe, un véritable réseau d'aide spécialisée (enfants handicapés, dyslexiques...), de meilleures conditions de travail pour les profs (meilleurs salaires, fin de la masterisation...) et moins de stress avec la suppression du livret de compétences qui fiche

les élèves de la primaire à la fin de la scolarité... Est-ce qu'on ne pourrait pas baisser les rythmes sans toucher aux vacances ? Bizarre, ces propositions reviennent moins souvent !

## DICO MACHO

**L**ancé en 2010 dans le but de lutter contre l'illettrisme, le site le « Dictionnaire des écoliers », estampillé « ministère de l'Éducation nationale » ne lutte en tous cas pas contre les clichés sexistes et homophobes. On y apprend que le père « est le mari de la maman, sans lui [elle] ne pourrait pas avoir d'enfants. C'est le chef de famille, il

protège ses enfants et sa femme. » Une phrase illustre le mot ménage : « Tous les dimanches, ma maman fait le ménage : elle rend la maison propre. » Ces définitions ne sont que le reflet du sexisme ordinaire. Le programme « ABCD de l'égalité » voulu par Marisol Touraine sera-t-il suffisant ?

## LAÏCITÉ, QUAND TU NOUS TIENS !

**L'**association SOS homophobie vient de se voir retirer son agrément pour intervenir dans les établissements scolaires. La

décision, début décembre, par le tribunal d'instance de Paris, fait suite à la demande de la Confédération nationale des familles catholiques de France (CNFC). SOS homophobie critique dans ses brochures les Églises qui exercent des pressions politiques contre l'obtention de droits pour les LGBTI... Manifestement, cette critique est justifiée, puis que la CNFC vient de virer une association dont l'action permet à des jeunes en proie à l'homophobie d'être mieux acceptés et de mieux vivre leur sexualité. Les catho intégristes les gratifieront-ils d'une petite prière quand ils et elles se seront suicidés ?

# LA FIN DE L'UMP

**A**idons l'UMP à régler ses problèmes de présidence !

On peut l'avouer : au NPA, nous n'avons pas beaucoup de sympathie pour l'UMP. Mais nous ne sommes pas non plus du genre à tirer sur les ambulances. Disons-le aussi, la crise à l'UMP c'est quand même un problème. Entre les insultes qui fusent, le ridicule des noms des commissions (maintenant, on a le droit de dire : « casse-toi pauvre CoNaRe ! ») et le désarroi de David Douillet, on pourrait dans un premier temps se réjouir...

Mais réfléchissons : l'UMP s'en est déjà prise au droit du travail, à nos emplois, à nos salaires, aux services publics, à l'Éducation, à l'Enseignement supérieur, à la santé, à la Sécurité sociale, aux travailleurs et aux travailleuses, aux jeunes, aux femmes, aux LGBTI, aux immigrés, aux Roms, aux musulmans, aux habitants et habitantes des quartiers populaires, à l'écologie, aux peuples d'Europe et du Tiers-monde... Et voilà maintenant qu'elle se ridiculise toute seule. Elle nous confisque notre droit à nous moquer d'elle !

Alors tant par compassion que pour défendre l'un de nos derniers acquis, l'ÉA propose à l'UMP de nouvelles manières de départager Fillon et Copé.

## Le pierre-feuille-ciseaux

Inconvénient : il pourrait y avoir un

nouveau recours auprès de la CoNaRe pour savoir si le puits existe ou pas

Favori : ce jeu dépend certes du hasard, mais aussi de la capacité d'anticipation des joueurs. Et pour ce qui est de l'anticipation, Fillon est historiquement une buse.

En 1990, au congrès du RPR, il soutient Philippe Seguin et Charles Pasqua contre Jacques Chirac et Alain Juppé. Résultat : 30 % pour Seguin contre 70 % pour Chirac.

En 1995, à la présidentielle, il soutient Balladur contre Chirac. Résultat : son candidat ne passe pas le premier tour tandis que Chirac est élu président de la République.

En 1999, il soutient Sarkozy pour prendre la direction du RPR à la veille des élections européennes... Résultat, avec 12,82 %, la liste RPR arrive derrière la liste RPF, conduite par Pasqua et Philippe de Villiers (13,05 %).

Quelques mois plus tard, il arrive troisième à la présidence du RPR, remportée par la chiraquienne Michèle Aliot-Marie.

En 2005, il est viré du gouvernement après s'être pris deux grèves dans la gueule (mouvement pour les retraites en 2003, mouvement lycéen en 2005). Il se consacre à la préparation de la campagne Sarkozy. Celui-ci est élu et

Fillon devient Premier ministre... Enfin une victoire ! Mais avec un goût amer : traité de « collaborateur » et sans cesse désavoué par le Président, il avoue en 2008 qu'il existe « des points de tension irréversibles ».

## Le paint-ball

Spécificité : chacun devrait constituer une équipe

Favori : Copé assurément, qui peut compter sur quelques spécimens de hargne : Morano, Karoutchi, Hortefeux, Guaino, Dati...

Autour de Fillon, c'est quand même la foire aux gros mollassons : Balladur, Woerth, Baroin, Wauquiez, Larcher... Certes, Estrosi est un ancien sportif, mais pas sûr qu'il se débrouille sans moto. Quant à David Douillet, il a décidé de rejoindre les non alignés.

## Le poker

Inconvénient : s'ils finissent au strip-poker, nous allons voir des choses assez traumatisantes

Favori : Copé est bien meilleur bluffeur. Né à Boulogne-Billancourt, élève au lycée Duruy dans le 7ème arrondissement de Paris, puis à Sciences-po, il habite toujours le 16ème arrondissement. Ce qui ne l'empêche pas, à longueur d'interview, de critiquer les « Parisiens de Saint-Germain-des-Prés »...

Décembre 2012 - Janvier 2013

www.npa2009.org

http://npa.jeunes.free.fr

contact-jeunes@npa2009.org



# L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

## Le combat dans la boue

Inconvénient : il faudrait vraiment avoir de la perversion pour apprécier un tel spectacle

Favori : si on fait croire à Copé que ce n'est pas de la boue mais du chocolat, il l'emportera à coup sûr.

## La roulette russe

Avantage : au moins on sera définitivement débarrassé de l'un des deux

Favori : Copé n'a jamais pris de risque dans sa carrière : il a suivi Chirac puis Sarkozy, puis lui-même, une fois qu'il était sûr de contrôler l'appareil. Connaissant l'UMP, c'est sans doute un de ses proches qui chargera le flingue.

Tu as d'autres idées ? Envoie-les à l'UMP : TSA 41557, 75901 Paris Cedex15 !

## L'étincelle anticapitaliste

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

# ET TOI, TU FAIS QUOI POUR LA FIN DU MONDE ?

La fin du monde est pour bientôt ! L'information a commencé à se diffuser sur internet et même dans les journaux télévisés les plus « sérieux » : les Mayas avaient prédits la fin du monde, ils ont même donné la date précise, afin qu'il n'y ait pas de méprise, et c'est pour le 21 décembre 2012.

## Qu'en disent les Mayas ?

Pour la fin du monde, nous ne nous avancerons pas... Par contre une certitude : les Mayas n'ont jamais prédit l'apocalypse ! L'impérialisme raciste à toujours eu pour usage de prêter aux autres civilisations qu'il est venu massacrer des croyances mystiques farfelues dont il ne connaît ni la réalité ni le sens...

Selon une pierre gravée découverte à Cobá au sud-est du Mexique, l'ère actuelle du calendrier maya, entamée 3144 ans avant celle du calendrier romain doit s'achever cette année. Il n'en fallait pas plus pour hurler à la fin du monde. En réalité cette date ne correspond qu'à la fin d'une période cyclique de plus de 5000 ans, d'une mesure et d'une conception du temps différente de la nôtre. Tous les mayanistes, historiens, linguistes l'affirment en chœur : « Les

Mayas n'ont jamais envisagé cela comme une date catastrophique(...) Après ce cycle, le temps continue », ainsi que l'expliquent J. Huchim et G. Bernal, du Centre d'études mayas de l'Université nationale autonome du Mexique.

## Plutôt pluie de météorite ou invasion extra-terrestre ?

Cette théorie fumeuse n'apparaît en réalité qu'à partir des années 70 chez quelques illuminés mystiques, dans le courant « New Age » et chez les deux à la fois, jusqu'à sa diffusion en masse ces dernières années, relayée par l'industrie hollywoodienne et par internet. C'est à présent un emballement phénoménal : aux USA par exemple, la recherche Google qui arrive en tête de tous les résultats est « zombie apocalypse »... Au-delà de la psychose collective, il est toujours intéressant de voir que les peurs, les mythes et les croyances sont le reflet de la société qui les crée et les adopte. En clair : un pays où l'idéologie reine est celle de la réussite individuelle, du « écraser son voisin s'il le faut », est terrorisée par des hommes qui finiraient par manger leur

voisin pour leur propre survie... Sans doute une coïncidence. Un système qui court aux profits au détriment de l'environnement, qui pollue sans limite aux risques de nous mener au désastre écologique redoute pour le 21 une catastrophe climatique à l'échelle planétaire qui détruirait l'humanité... Quant aux extra-terrestres, c'est juste la plus raciste de ces théories : si les Mayas étaient si évolués et si malins, ils devaient forcément être d'une autre planète. Comprendre : des barbares n'auraient pas pu faire ça tous seuls...

## À qui profite le crime ?

Seuls points communs entre ces prédictions : elles vont toutes dans le sens de la force extérieures imprévisible et contre laquelle nous sommes impuissants. L'autre : elles ont toutes rapporté un paquet d'argent à ceux qui les ont diffusées ! Exemple : le film hollywoodien « 2012 », avait été précédé d'un marketing viral fondé sur l'édition du site internet d'un institut scientifique fictif appelant les personnes à se préparer à la fin du monde, en prenant bien soin de ne pas mentionner le film. La psychose participa à faire de ce film l'un des plus gros succès de 2009 avec environ 770 millions de dollars de recettes dans le monde. Un

film ou un livre sur l'apocalypse maya, c'est l'assurance d'un bénéfice rapide. L'office du tourisme mexicain, également, a déclaré son intention d'utiliser l'année 2012, sans sa connotation apocalyptique bien entendu, pour relancer l'industrie touristique du pays. L'initiative espère jouer sur l'attrait mystique des ruines mayas... Et juste ça.

## Les fossoyeurs de civilisations n'ont pas changé

Un dernier point commun cependant : la bourgeoisie européenne a mis fin à la civilisation maya par le sang, l'esclavage et la christianisation forcée, et c'est encore elle aujourd'hui qui mène la société à sa perte, au nom de ses profits. Le 21 décembre prochain, ce n'est probablement pas l'apocalypse maya qui vous empêchera d'acheter vos cadeaux de Noël, ou de payer votre loyer, mais bien l'état de votre compte en banque ! Et pour les salaires, les emplois... Là par contre il est possible (et urgent) de faire quelque chose : cette fois, ça dépend de nous !



## Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom ..... Adresse ..... Ville .....  
Prénom ..... Téléphone .....  
Statut : ..... Code postal ..... e-mail .....

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil  
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // Rédaction : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM  
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

- Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro...) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de ALEA)
- Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA